

6 Société et Culture

Transport terrestre/ Mouvement d'humeur des taxis-bus, hier à Libreville

Les usagers des longues distances à la peine

Anita J. TSOUMBA

Libreville/Gabon

Arrivées tardives et absences à l'école ou au travail pour des nombreux usagers, telles sont, entre autres, les conséquences de l'arrêt de travail de 24 heures observé hier par les conducteurs des taxis-bus empruntant les longs trajets, engagés dans un mouvement de protestation contre la hausse du prix du carburant et le racket des policiers et des gendarmes.

JOURNÉE particulièrement pénible hier, lundi 05 février, pour les Librevillois abonnés aux taxis, particulièrement aux taxis-bus. Dès les premières heures de la matinée, la capitale affichait un visage de ville morte, avec des rues curieusement moins embouteillées, une circulation fluide aux points chauds: axe PK8-Awendje, Damas-Belle-Vue 2, Plein-Ciel-Echangeur de Nzenge Ayong. Même l'échangeur de la Démocratie était dégagé.



Photo : IMM

A l'échangeur de Nzenge-Ayong, prendre un taxi relève de l'exploit. Plus encore en ce jour de galère.

Dans les communes d'Akanda, Libreville et Owendo, des groupes d'élèves en tenues scolaires et des travailleurs matinaux attendaient désespérément un moyen de transport. Hêlant les quelques taxis ou véhicules de particuliers de passage. Et pour cause, les chauffeurs de taxis-bus et autres véhicules de transport en commun ont garé leurs voitures, en signe de protestation contre la hausse du prix du carburant et le racket des forces de sécurité.

« On est là depuis 6h 30 du matin, comme à l'accoutumée. Mais il n'y a pas de taxi. Habituellement, je prends le taxi-bus ici pour aller à l'école. Là, il est presque 9h et toujours rien. Je patiente encore un peu et si la situation ne s'améliore pas, je rentre chez moi. Une journée de travail perdue, mais je n'ai pas le choix », a confié, Alida M., fonctionnaire.

Cette situation a d'ailleurs entraîné mouvements d'humeur et bousculades en divers endroits de la ville. A l'échangeur



Photo : AJT

A Awendje, particuliers et policiers ont dû prêter main forte aux élèves.

d'Awendje par exemple, des élèves du lycée technique national Omar Bongo (LTNOB) ont barré la Voie-Express aux premières heures de la matinée. Il a fallu l'intervention des forces de l'ordre pour rétablir la circulation.

A Beau-Séjour, comme à Bikélé, des habitants mécontents ont obstrué la voie avec des bacs à ordures de

la compagnie Averda, pour manifester leur mécontentement. De même sur la Voie-Express, les usagers, lassés par une attente interminable, ont décidé de barrer la route. Ce qui a engendré un embouteillage monstrueux sur cette voie à grande circulation, aux alentours de 8 heures.

Selon les transporteurs, ce désagrément causé aux

usagers ce lundi matin résulte du ras-le-bol des transporteurs terrestres membres du Syndicat national des transporteurs terrestres du Gabon (Synatteg) et du Syndicat libre des transporteurs terrestres du Gabon (Syltteg) qui, pour s'insurger contre les contrôles multiples et permanents des forces de sécurité et de défense, d'une part, et la hausse constante du prix du carburant à la pompe, d'autre part, ont tous décidé de garer leurs véhicules pour 24 heures, en signe de mécontentement (lire par ailleurs).

« Toutes ces charges qui sont imputées au transporteur nous asphyxient. Comment travailler si tous les deux ou trois mois le carburant augmente; si, chaque fois que vous embarquez un client, le policier ou le gendarme vous arrache toute la recette. Cette journée est nécessaire pour attirer l'attention de nos autorités », s'est insurgé un chauffeur de taxi qui, malgré tout, a décidé de travailler pour, comme il l'a dit: « l'argent de mes enfants ».

Coalition des syndicats des transporteurs terrestres

Une pause de protestation de 24 heures en guise d'avertissement

SNN

Libreville

A l'origine de la carence de taxis observée hier durant une bonne partie de la journée dans la ville de Libreville et ses environs, la coalition des syndicats du secteur des transports terrestres regroupant plusieurs organisations syndicales (Syndicat libre des transporteurs terrestres du Gabon-Syltteg, Syndicat autonome des taximen du Gabon-Syatg, Syndicat national des propriétaires de taxi-bus du Gabon-Synaptg, et Syndicat national des transporteurs terrestres du Gabon-Synatteg), a donné des explications sur les causes véritables de cette paralysie. Ce groupement annonce

qu'il s'agit d'une pause de protestation de 24 heures en guise d'avertissement, en vue d'amener les autorités à prendre des mesures urgentes pour mettre un terme aux abus dont sont victimes au quotidien les transporteurs terrestres.

Le porte-parole de ladite coalition, Jean-Robert Menié, s'est voulu plus précis: « cette coalition des syndicats est unie ce matin (hier, ndlr) pour observer un mouvement de protestation en représailles à deux phénomènes récurrents que nous dénonçons avec la plus grande énergie. Il s'agit d'abord du racket, autrement dit les tracasseries policières qui ont atteint un niveau insupportable, et qui s'opèrent principalement par deux forces: les forces de police natio-



Photo : SNN

Pour la coalition des syndicats du secteur des transports terrestres, cette pause d'alerte vise à interpeller les plus hautes autorités, donc le président de la République.

nale, qui ont multiplié les éléments sur le terrain en même temps que le nombre de postes non pas de contrôle, mais de péage. Tous les 200 mètres, vous avez deux agents de la police qui gèrent un péage. Sur la trajectoire des Pk par exemple, vous avez 2 agents à la SGA, 2 à Évasion, la même chose à l'entrée de Sibang, à l'hôpital

militaire ainsi de suite, jusqu'au Pk 12. » « Sans oublier cette unité de la police qui devient un terroriste aujourd'hui: l'Usi (Unité spéciale d'intervention). A la limite, vous avez 3 patrouilleurs (30 186, 30 174, 30 925) qui sillonnent la ville pour extorquer des sommes d'argent aux transporteurs, sans qu'il n'y ait aucun contrôle. », a

renchéri M. Menié.

Un phénomène qui, selon les transporteurs syndiqués, tend à se généraliser: « Aujourd'hui, toutes les brigades de gendarmerie sont dehors pour prendre de l'argent aux transporteurs. Une brigade arrive quelque part, prend le dossier et vous payez 20 mille francs par dossier et on ne contrôle rien. Si je n'étais pas poli, je dirais que ce sont des braquages organisés par les éléments des forces de police et de la gendarmerie », témoigne l'un d'eux. À cela s'ajoute, notent-ils pour le déplorer, l'augmentation, toutes les deux à trois semaines, du prix du carburant. « Donc, on va vers l'asphyxie du secteur des transports terrestres et vers des désagréments énormes auprès des populations

gabonaises », a averti le porte-parole des transporteurs.

Aussi, les responsables de la Coalition ont-ils invité leurs membres à cesser leurs activités pendant 24 heures, afin d'interpeller les plus hautes autorités, en tête desquelles le président de la République, chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, sur l'urgence de mettre un terme définitivement à ces pratiques qui, comme une gangrène, ne cessent de miner chaque jour un peu plus leur secteur d'activité.

Enfin, la coalition des syndicats des transports terrestres a promis que si rien n'est fait dans les prochains jours, ils déposeront un préavis de grève générale pour une durée plus longue.

Humeur

A force d'attendre...

P.M.M & I. I

Libreville/Gabon

PLUSIEURS quartiers de la capitale gabonaise étaient paralysés hier matin par une pénurie de taxis. De nombreux usagers des transports en commun ont vécu le calvaire de leur vie. Entre la longue attente, les bains d'un soleil impitoyable, c'était plutôt un mauvais début de semaine

pour de nombreux piétons. Une vraie galère.

Certains tentant à aller au travail, d'autres à l'école, le collège ou le lycée. Et pour ne rien arranger, le soleil ardent de la matinée, le maquillage qui fiche le camp sous l'effet de la transpiration, les papiers kleenex qui se trempent et se vident, et à l'horizon... aucun taxi.

Sur les visages se lisaient la détresse, la résignation et, parfois, la colère de cette



Photo : D.R

interminable et vaine attente. « J'ai fini mon paquet de mouchoirs en moins de vingt minutes. C'est un braquage obligatoire que je subis ce matin », peste Prisca M., usager des transports en commun.

Il fallait être patient. Attendre des heures. Parfois, un providentiel taxi arrive. Aussitôt la cohue. Personne ne veut rester au bord de la route. Et là, c'est la loi de l'offre et de la demande qui prime. A la jun-

gle comme à la jungle ! 1 000 francs minimum pour le moindre trajet. A prendre ou à laisser.

Les "clandos" étaient à la fête. Certains ont multiplié par dix voire par cent leurs chiffres d'affaires hier. Si cela continue, peut-être aujourd'hui encore. Tout ça à cause de la montée d'adrénaline chez les conducteurs des taxis-bus. Qu'elle fut dure cette matinée de lundi à Libreville, Owendo et Akanda..